

Café géographique à TOULOUSE (14 décembre 2005)

Paysanneries d'Amérique latine

Jean-Christian TULET

Jean-Christian TULET, chercheur à l'UMR 5602 GEODE (Unité mixte de recherches CNRS / Université du Mirail), est un spécialiste de l'Amérique latine et de ses sociétés paysannes. De retour d'une mission au Venezuela, il introduit et anime le débat :

*Malgré l'explosion urbaine, la société paysanne
est de plus en plus présente en Amérique latine :
pourquoi et sous quelles formes ?*

INTRODUCTION

Le monde rural latino-américain vit une période importante de son histoire, qui résulte de la conjonction de différents phénomènes: d'une part par la forte croissance de la demande interne et d'autre part de la perte progressive du contrôle de la terre par les propriétaires traditionnels. Il s'agit de comprendre quelle est la place et le dynamisme de la société paysanne en Amérique Latine.

Une population rurale en augmentation.

L'image d'une population rurale résiduelle ne correspond pas à la réalité : certes la population rurale mexicaine ne représente plus que 25 %, mais celle-ci a fait plus que doubler en valeur absolue depuis le début du XX^e siècle. On ne peut considérer la société paysanne comme « une espèce en voie de disparition », selon une expression trop souvent entendue. La population rurale est plus nombreuse que par le passé et ce phénomène est généralisable à l'ensemble des pays du Sud. En Amérique Latine, les accroissements de population rurale les plus importants se rencontrent dans les pays d'Amérique Centrale et dans ceux nord de l'Amérique du Sud.

Ainsi la population des espaces ruraux est passée de 97 millions de personnes en 1950 à 126 millions de personnes en 2003. Toutefois, il est probable que l'on va assister à une inversion de tendance dans les prochaines années, l'accroissement naturel n'étant plus assez puissant pour nourrir à la fois un très fort exode rural et une croissance de la population rurale. La prévision est difficile à établir car on assiste en même temps à une crise du modèle urbain susceptible de ralentir son attraction.

Une croissance exceptionnelle de la production agricole.

Sur la période de 1989/1991, le taux de production agricole en Amérique latine est supérieur à la moyenne mondiale notamment pour sa production des céréales. (Ref : Statistiques FAOSTAT, indice de croissance de la production de 133,8 pour l'Amérique Latine et 121,3 pour la moyenne mondiale). Cette tendance se poursuit au cours de la période la plus récente.

On peut souligner que pour la période 1999/2001, *la croissance agricole en Amérique Latine est la plus forte à l'échelle mondiale.*

Les facteurs de la croissance de l'activité agricole

Cette croissance des activités productrices est liée à une *augmentation de la consommation interne* de chaque pays, y compris dans le cas des céréales qui pourtant connaissent la plus forte internationalisation.

Cette croissance de la consommation interne est telle que, malgré la croissance spectaculaire de la production, les pays latino-américains sont également fortement importateurs (environ 40 millions de céréales si on ne prend pas en compte la production et les exportations de céréales de l'Argentine). La plupart des pays latino-américains se trouve actuellement en situation de forte, voire de très forte dépendance, en matière d'approvisionnement en céréales. Cette dépendance va jusqu'à mettre en question l'indépendance des pays concernés. Ainsi pour le Mexique, cela correspond à 40% de sa consommation, soit 15 millions de tonnes, et pour le Brésil à 10%, soit 8 millions de tonnes.

Ainsi, contrairement à ce que peuvent faire croire certains résultats spectaculaire en matière d'exportation (le soja au Brésil et en Argentine...), *le moteur essentiel de la croissance n'est pas lié uniquement à l'exportation, mais à une hausse de la consommation interne.* La forte croissance de la population urbaine aboutit à une demande en aliments plus forte, mais également à une diversification de l'alimentation (augmentation de la production de fruits et légumes induite par une plus forte demande).

Ainsi le développement des marchés nationaux en Amérique Latine, urbains en particuliers, favorise l'émergence de nouvelles productions qui étaient jusque là modestes. Il en est ainsi, en particulier, des productions maraîchères d'origine tempérée. Celles-ci qui valorisent les espaces de production seules aptes à produire ce type de produits, les montagnes dans ce cas. D'autres productions beaucoup plus traditionnelles sont également de plus en plus consommées sur place. Au Brésil, par exemple, entre un quart à un tiers du café est consommé sur place, positionnant le pays au deuxième rang mondial de consommation après les Etats-Unis. L'Argentine n'exporte guère plus de viande. Ainsi, la diversification de la diète alimentaire dynamise la production endogène.

Où se trouve la responsabilité de la croissance agricole ?

Elle est liée à la *dualité de la dynamique agricole latino américaine* :

D'un côté, on a des *complexes agro-industriels* qui sont liés aux marchés d'exportations et soutenus par les politiques nationales. Les exemples de développement agricole dans le cadre d'une économie libérale, comme au Brésil ou au Chili, n'auraient pu exister sans l'appui d'investissements et financements apportés par les politiques nationales. Il existe une réelle volonté politique de privilégier un type d'agriculture.

De plus, les gouvernements latino-américains nient le plus souvent les capacités de production des exploitations paysannes. Ils préfèrent faire confiance et développer les complexes agro-industriels, associés à des exploitations moyennes utilisant beaucoup d'intrants, ce qui est supposé provoquer des effets d'entraînement sur le reste de l'économie. Ceci aux dépens des petits producteurs.

En effet, il existe une forme de dénégation des potentialités des populations paysannes. Les politiques qui lui sont consacrées, lorsqu'elles existent, insistent surtout sur le traitement « social » de celle-ci. Les capacités de développement de la société paysanne ne sont pas prises en compte. Le soutien structurel aux exploitations agricoles est très relatif, voire inexistant, contrairement à d'autres pays comme ceux du Nord.

Ainsi, dans ce contexte, on peut se demander comment *la paysannerie*, en dépit de toutes ses difficultés, valorise aujourd'hui un certain nombre d'avantages ?

- Disparition du statut du latifundisme dans un contexte de modification des structures agraires.

Le « latifundium » traditionnel, est un système extensif détenant un pouvoir sur la terre et sur les gens. Il intègre dans son fonctionnement les minifundistes qui sont obligés de vendre tout ou partie de leur force de travail pour survivre, les terres qu'ils cultivent étant largement insuffisantes pour leur subsistance.

Le maintien de ce système repose ainsi sur une relation « organique » de domination du latifundium vis à vis des structures microfondiaires et sur la stagnation de la production : toute croissance de celle-ci (dans la mesure où le latifundiste souhaiterait ou même serait capable de la provoquer...) impliquerait une croissance des besoins en travail, et risquerait d'aboutir à une diminution de degré de dépendance des populations locales, avec en plus une hausse des salaires locaux. On peut donc affirmer qu'aujourd'hui, la possibilité de quitter le monde rural détruit cette relation de dépendance étroite. Par conséquent, l'ultra dépendance des minifundistes aux latifundistes disparaît. Toutefois, les séquelles liées aux formes de « caciquisme » perdurent.

La libération des forces productives entraîne la disparition du monopole dont bénéficiait le latifundiste et des relations sociales et économiques que son existence impliquait. *La grande propriété extensive demeure, le latifundisme beaucoup moins. Avec lui disparaît un des éléments majeurs de la stagnation des milieux ruraux.*

- Les avantages comparatifs de l'économie paysanne : l'exemple de la caféiculture.

Grâce à cette conjoncture relativement nouvelle, avec une demande interne beaucoup plus forte et l'affaiblissement des structures agraires traditionnelles génératrices de stagnation, *les exploitations paysannes connaissent des opportunités nouvelles de croissance.* Ainsi, dans un contexte très défavorable de baisse des cours du café, la gestion de la main d'œuvre et le coût de la force de travail devient problématique pour le grand propriétaire, qui peut être obligé d'affronter une situation où le prix de vente de son produit est inférieur au coût de production. Cela peut aller jusqu'à sa disparition, dans le cas où il ne dispose pas de réserve suffisante pour surmonter la crise. On observe ainsi actuellement une diminution de son importance dans un certain nombre de pays, surtout lorsque ces grands planteurs ne bénéficient pas des appuis du gouvernement.

Au contraire la même situation de crise, en dépit des difficultés et même de l'accroissement de pauvreté qu'elle engendre, permet à l'exploitation paysanne caféière de se renforcer. On pourrait parler de « *la force des faibles* » (J.C Tulet).

Sa résistance en période de bas prix tient à sa capacité d'adaptation, de trouver des ressources alternative, mais également de ne pas rémunérer le travail familial investi, ce qui permet de dégager un « bénéfice », hors de portée du grand propriétaire, qui est obligé, lui, de payer toute sa main-d'œuvre. Cette possibilité de mobiliser la force de travail familiale permet à ces petits paysans de pouvoir surmonter les crises récurrentes et même dans certains cas, de conquérir de nouveaux espaces productifs comme dans le cas du maraîchage.

Ces avantages ne sont pas toujours suffisants pour maintenir les populations paysannes, en particulier dans le cas de situations politiques adverses. Ainsi, dans le cas de la viticulture chilienne sous la dictature de Pinochet, la direction des coopératives a été récupérée par les grands producteurs, qui les transformèrent en coopératives anonymes. Dans ce contexte, la petite paysannerie n'avait plus d'alternatives pour vendre sa production et les usines imposèrent leurs prix. Cette situation favorise la minorisation et la paupérisation de la société paysanne.

DEBAT

1. Le colonialisme comme facteur d'appropriation de la terre et des ressources ?

(Moitié en espagnol et moitié en français, l'intervenante, sans doute originaire d'Amérique latine, marque sa désapprobation totale des propos tenus par Jean-Christian Tulet et appelle les étudiants présents à s'insurger contre les professeurs de cet acabit. Elle exalte la juste lutte des campesinos latino-américains contre le capitalisme international et ses suppôts – parmi lesquels elle range JCT - et part en déclarant qu'elle ne trouve pas utile d'attendre sa réponse.)

2. Quel est le sens des changements qui se produisent en Amérique Latine ?

Jean-Christian Tulet : La résistance de la paysannerie est déterminée par deux facteurs :

- sa capacité à s'organiser,
- son mouvement de revendication.

Dans le cas de la caféiculture, depuis le démantèlement des structures organisatrices nationales (offices de commercialisation, structures de cogestion), il existe en principe un libre jeu de l'offre et de la demande. Mais en fait, en période de crise, les producteurs reçoivent un soutien des institutions nationales. Ce soutien est le plus souvent déterminé par le poids dont ils disposent dans chaque pays et des politiques nationales spécifiques. Dans la plupart des cas, ils ont obtenu un soutien, souvent proportionnel au poids de la filière dans l'économie nationale. Ce poids est d'autant plus grand que la caféiculture est une filière où domine une certaine cohésion sociale, ce qui favorise la création de groupes de pression (ce n'est pas le cas dans toutes les filières de production, notamment celle du maraîchage).

3. Que deviennent les grands propriétaires des Latifundi ?

J.C.T. : Dans un certain nombre de cas, le plus grand probablement, ils demeurent toujours grands propriétaires extensifs, mais ils perdent ce rapport de domination quasi absolu d'autrefois sur leur territoire. Ainsi, le *Llano* vénézuélien, espace pastoral où ils dominent largement, s'est spécialisé comme un pays « naisseur », les bovins étant ensuite dirigés sur d'autres milieux plus favorables à l'embouche. Il y a donc spécialisation et intégration de ces espaces dans une chaîne productive. Dans d'autres cas, le retrait du latifundisme tient au retrait du propriétaire lui-même. Au Venezuela, un certain nombre de latifundistes ont immigré en ville où la vie est plus confortable. Certains investissent dans l'immobilier avec le soutien d'appuis politiques. Les espaces ruraux, moins contrôlés, parfois même purement abandonnés, sont recolonisés par des « occupants », qui, au bout de dix ans, peuvent obtenir un titre de propriété. Ces phénomènes rendent compte, dans une large mesure, de la diminution de l'importance de la grande propriété dans les Andes vénézuéliennes

4. Qu'en est-il des mouvements indigènes ?

JCT : Il faut rappeler que la population amérindienne ne représente qu'une minorité dans le monde paysan latino-américain. Certaines communautés ont obtenu récemment des droits importants. Mais même dans le cas de réformes agraires, elles n'ont pas toujours bénéficié de réels avantages. Si celles-ci ont éliminé la grande propriété, elles n'ont pas toujours résolu le problème foncier et la question de la répartition des terres. Ainsi, au Pérou, les vieilles terres communautaires spoliées par les grands propriétaires ont été redistribuées aux ouvriers agricoles, et ne sont pas retournées aux communautés.

5. Que signifie la forte immigration des paysans vers les Etats-Unis (entre autres) ?

JCT : Dans le livre issu de son travail de thèse « Partir pour rester », Geneviève Cortès montre que la reproduction de la paysannerie en Bolivie est fortement liée à

l'émigration d'une partie de ses membres, afin de maintenir l'exploitation grâce aux revenus ainsi obtenus. De l'autre côté, l'agriculture américaine serait en chute si elle ne pouvait faire appel à la main d'œuvre latino-américaine. La migration y est indispensable. Une certaine forme d'hypocrisie prédomine dans les rapports qu'entretiennent l'agriculture américaine et la main d'œuvre latino-américaine, car cette relation existe depuis des dizaines d'années.

6. Le problème d'insertion de l'Amérique Latine dans le marché mondial est-il lié à l'absence d'aide ?

JCT : L'Amérique Latine est compétitive dans de nombreux domaines notamment sur le marché du soja entièrement transgénique.

Dans le domaine caféier, la baisse de son importance est liée à l'émergence de pays producteurs de café bon marché, comme par exemple le café *robusta* vietnamien. Pour le Brésil et le Costa Rica, la baisse de la place du café est une conséquence de la diversification de l'agriculture. Mais il existe des dynamiques d'accroissement de la production notamment par l'existence de fronts pionniers comme au Pérou ou en Honduras. Ainsi on observe une grande disparité des situations au sein même du continent latino américain. Dans le cas de la caféiculture, apparaissent de nouvelles niches commerciales notamment « biologiques » ou « équitables » qui soutiennent les producteurs dans la commercialisation de leurs produits. Mais ce phénomène reste limité. *Le mythe de la « dépayannerie » liée aux difficultés économiques ne peut être considéré dans le cas de l'agriculture de ce continent.* On ne peut pas davantage parler de « décennies perdues », puisque la croissance de la production agricole est demeurée toujours très forte. Il faut différencier la paysannerie de l'exploitation agricole. Dans le premier cas, tout le monde participe à la reproduction de l'exploitation et fait appel à des activités extérieures notamment par l'artisanat. Dans le deuxième cas, l'exploitant est un technicien qui travaille sur une parcelle et qui fait appel à une spécialisation de la gestion de l'exploitation.

7. La hausse de la production correspond-elle à une amélioration de niveau de vie paysan ?

JCT : Non dans beaucoup de cas, oui dans d'autres. En Colombie, la production paysanne représentait entre 1990 et 1992 58% de la production totale, en 2001, elle a atteint 67%. En contrepartie, la production capitaliste enregistre une baisse de 41% à 37%. Mais il faut tenir compte que la hausse de la production n'entraîne pas forcément une croissance du revenu en fonction du tonnage. Dans le cas du maraîchage, la transformation d'un système de production très traditionnel à un système de production très intensif, a permis aux producteurs de passer d'une situation de misère à une relative aisance, ce qui ne préjuge pas des problèmes de santé liés à une forte contamination de ces milieux.

8. Y a t il eu une « Révolution Verte » en Amérique latine ?

JCT : La caféiculture en est un exemple type. Depuis 30 ans environ, on assiste à un passage progressif de la caféiculture traditionnelle, caractérisée par une agro-foresterie stratifiée (café + cultures d'autosubsistance) vers une culture spécialisée (introduction de variétés à hauts rendements et d'intrants industriels). L'introduction des OGM comme culture dominante en est autre exemple, ce type de cultures induit une hausse des intrants utilisés permettant un accroissement de la production mais aussi une hausse de la vulnérabilité des producteurs et une baisse de l'autosubsistance. Même si les luttes se développent, il faut noter qu'elles restent minoritaires dans les pays où la mise en cultures des OGM est effective.

9. Peut-on parler de « paysanneries » au pluriel en Amérique Latine ?

JCT : La question est complexe car les travaux de recherche permettant des comparaisons ne sont pas suffisants.

- Il existe de nombreux exemples de croissance du nombre de paysans, y compris sur les fronts pionniers brésiliens.
- Il existe aussi une certaine spécificité de la paysannerie de montagne notamment dans la zone tropicale où la valorisation de la montagne est liée aux « opportunités » et non aux contraintes. Dans les cas du maraîchage ou de la floriculture, l'apparition de petits producteurs sur ces espaces permet une valorisation spécifique de la montagne.

Compte-rendu établi
par **Céline DENEU**
et revu par l'intervenant

Références bibliographiques :

- Albaladejo Ch., Tulet J. Ch.**, - *Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne. La formation de nouveaux territoires*, L'harmattan, 1996, 358 pages.
- Barkin D.** – *El maíz* : La persistencia de una cultura en México, *Cahiers des Amériques latines*, n° 40, 2002, pp. 19 – 32.
- Bertrand J.-P., Laurent C., Leclerc V.** – *Le monde du soja*, Paris, La Découverte – Maspero, 1983, 123 pages.
- Chonchol J.** – Le problème de la terre et les sociétés rurales en Amérique latine, dans *Terre, Terroir Territoire. Les tensions foncières* (coord. C. Blanc-Pamard, L Cambrezy), ORSTOM éditions, Paris, 1995, 472 pages.
- Cortès Geneviève** – *Partir pour rester. Survie et mutation de sociétés paysannes andines*, IRD Editions, Paris, 2000, 413 pages.
- Droulers M.** – *L'Amazonie. Vers un développement durable*, Armand Colin, Paris, Coll. U, 2004, 223 pages.
- FAOSTAT** (<http://www.fao.org/>).
- Forero Alvarez J.** - La economía campesina colombiana, 1990 – 2001, *Cuadernos Tierra y Justicia* n° 2, Bogotá, 2002, 32 pages.
- Guibert M.** – *Les stratégies territoriales des acteurs agro-industriels face au Mercosur – les triturateurs de soja en Argentine*, thèse de doctorat, Univ. Toulouse-Le Mirail, déc. 1999, 392 pages
- Taïb E., Barros O.** - *Economie et société brésiliennes. Croissance ou développement ?*, Nathan, 1989, 224 pages.
- Théry H.** – La vague déferlante du soja brésilien, *M@ppemonde*, n°74, 2 – 2004.
- Tulet J.-Ch.** : L'expansion paysanne en Amérique latine, *Paysanneries latino-américaines : Mythes et réalités*, Caravelle n°79, Toulouse, 2002, pp. 21 – 41.
- Tulet J.-Ch.** La prééminence des producteurs familiaux dans la caféiculture de l'Amérique hispanophone ; dans : *Les paysans, l'Etat et le marché, Sociétés paysannes et développement*, Public. de la Sorbonne, Paris 1997, pp. 267 – 278.
- Tulet J.-Ch.** – L'agriculture montagnarde dans les Andes du Venezuela, *Questions de géographie. Les montagnes*, ed. du Temps, Nantes, 2002, 350 pages, pp. 321 – 349.